



Déclaration commune de SIGNIS, Pax Christi International et du Mouvement des Focolari en solidarité avec le peuple du Myanmar

SIGNIS, l'Association Catholique Mondiale pour la Communication, entend le cri du courageux peuple birman qui résiste, sans violence, au coup d'État militaire au Myanmar qui a renversé une élection légitime et démocratique.

Nous exprimons cela main dans la main avec Pax Christi International et ses membres de la région Asie-Pacifique qui, dans leur [déclaration](#) de février sur « l'état d'urgence » au Myanmar, ont exprimé de sérieuses inquiétudes quant à la situation dans le pays. De même, le mouvement international des Focolari s'unit à nous dans la solidarité avec le peuple birman.

Chaque jour, des personnes courageuses, dont beaucoup de jeunes, retournent dans les rues pour protester pacifiquement, en dépit des coups et des tirs des soldats. En guise de symbole de leur protestation, et conformément à la coutume birmane, un signe de la colère légitime du peuple à l'égard des militaires peut être entendu dans le claquement régulier et constant des casseroles et des poêles pour éloigner les mauvais esprits.

Nous sommes témoins de la détention arbitraire, sur la base d'accusations fabriquées de toutes pièces, de membres du gouvernement démocratiquement élu, ainsi que de dirigeants civils et religieux qui ont pris part à la longue lutte du peuple birman pour la démocratie.

L'information véridique étant fondamentale dans une démocratie, nous rejetons la campagne de désinformation de l'armée du Myanmar, qui cherche à justifier ses actions. Nous demandons la pleine garantie des droits de l'homme et une procédure régulière pour les journalistes arrêtés pour avoir partagé des nouvelles et des informations sur ce qui se passe dans le pays, et exigeons leur droit à la liberté de la presse.

Nous déplorons l'autoritarisme extrême qui a jugé bon de fouler aux pieds la constitution de la nation, permettant effectivement une démocratie limitée tout en gardant une grande partie du pouvoir politique entre les mains des élites des forces armées. Malgré d'énormes défis, le Myanmar fait ses premiers pas vers la démocratie, donnant à ses citoyens l'espoir d'un nouvel avenir. Cet espoir doit être restauré.

Avant tout, nous entendons la voix du peuple du Myanmar : ce coup d'État vise essentiellement à renverser sa volonté. En définitive, il ne s'agit pas d'éliminer les

opposants politiques ou de faire régner la soi-disant loi et l'ordre, mais de supprimer des années de travail patient pour les droits fondamentaux des citoyens et d'écraser les rêves de construction d'un pays libre et démocratique.

En tant qu'organisations catholiques, nous nous joignons au pape François et aux dirigeants civils et religieux du monde entier qui ont condamné le coup d'État et appelé à un « dialogue constructif » pour rétablir la démocratie. En outre, nous nous joignons à d'autres organisations pour exiger :

- La libération d'Aung San Suu Kyi et des autres fonctionnaires et dirigeants détenus ;
- La cessation du recours à la violence et à la détention arbitraire par l'armée de manifestants pacifiques et de journalistes ;
- Justice et responsabilité pour les actions violentes commises par l'armée contre le peuple rohingya et d'autres minorités ethniques, ainsi que la prévention de tels crimes et abus à l'avenir ;
- Que les membres de la communauté internationale, en particulier dans la région Asie-Pacifique, fassent pression sur le régime pour qu'il démissionne et rétablisse la démocratie, et n'utilisent pas cette crise pour leurs propres intérêts géopolitiques.

Nous demandons aux membres de SIGNIS, de Pax Christi International et du mouvement des Focolari du monde entier de se faire l'écho de l'appel du peuple birman en rendant compte de la situation dans les médias locaux et nationaux, et d'exhorter leurs gouvernements à prendre des mesures diplomatiques fermes pour s'opposer au coup d'État et aider à ramener la démocratie au Myanmar.

Notre mission en tant qu'organisations est de promouvoir la paix. Ainsi, nous nous joignons à l'archevêque de Yangon, le cardinal Charles Maung Bo, président des conférences épiscopales d'Asie, pour dire : « La paix est possible. La paix est le seul moyen. La démocratie est la seule lumière sur ce chemin. »